

## Appel à communications

### *Les politiques défiguré·e·s : une intersectionnalité des haines en images ? France – 1945 à nos jours*

Journée d'étude organisée dans le cadre de l'APR – IA POLHAINE  
Les politiques défiguré·e·s : images de haine et de dénigrement en France de 1945 à nos jours

Université d'Orléans, lundi 7 avril 2025

Ces dernières années, de nombreux ouvrages, articles et rapports font état d'une démocratie française qui « ne va pas bien » ou « malade », pour reprendre les termes employés par les politistes Emiliano Grossman et Nicolas Sauger (2017). On parle d'une crise de la représentation politique ou d'un rejet grandissant de la démocratie représentative. Si certain·e·s développent des formes alternatives ou enrichies face à la démocratie représentative (Blondiaux, 2008), d'autres expriment une défiance à l'égard des institutions et des politiques. On constate, par exemple, une progression de l'abstention systématique (Gougou et Tiberj, 2017 ; Lardeux et Tiberj, 2022), un renouveau et/ou un essor de votes ou de collectifs protestataires (professionnels, séparatistes, religieux, sociétaux) parfois radicaux, voire recourant à la violence, et/ou une augmentation des violences exercées à l'encontre des candidat·e·s et des élu·e·s (Crettiez et Duclos, 2021 ; Sommier [dir.], 2021). Des travaux mettent aussi en évidence une hausse de la conflictualité à l'intérieur du champ politique<sup>1</sup>, avec un activisme très fort des groupes d'opposition – quelquefois situés à l'extrême – qui sont de plus en plus représentés au sein du Parlement<sup>2</sup>, ainsi qu'un emploi croissant de la communication électorale négative sur fond de populisme (Lefébure, 2020). Cette haine à l'égard des candidat·e·s et des élu·e·s ainsi que cette hausse de la conflictualité à l'intérieur du champ politique varient toutefois en fonction des espaces et des contextes. Des enquêtes ont mis en évidence des moments spécifiques et/ou des foyers de résurgence de la conflictualité, voire de la violence (dont symbolique), contre les représentant·e·s et/ou les politiques en général. Par exemple, on pense à l'ouvrage collectif dirigé par Fanny Bugnon et Isabelle Lacroix qui se propose de spatialiser la violence politique en France de la fin de la guerre

---

<sup>1</sup>. « Qu'est-ce que la violence politique ? », entretien avec Xavier Crettiez diffusé sur *France Culture*, 8 avril 2023. En ligne : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/sous-les-radars/qu-est-ce-que-la-violence-politique-9660040>.

<sup>2</sup>. Voir le dossier « Violence des échanges en milieu parlementaire », *Parlement[s]*, *Revue d'histoire politique*, 2010/2, n°14. En ligne : <https://shs.cairn.info/revue-parlements1-2010-2?lang=fr> ; notamment l'introduction : Baudot Pierre-Yves, Rozenberg Olivier, « Introduction. Lasses d'Elias : des assemblées dé-pacifiées ? », pp. 6-17. En ligne : <https://doi.org/10.3917/parl.014.0006>.

d'Algérie à nos jours et qui dépasse ainsi la seule décennie contestataire des années 1968 (Brugnon et Lacroix [dir.], 2017) ; ou encore aux travaux de Thomas Bouchet axés sur l'insulte en politique, notamment dans l'enceinte parlementaire, à partir de la Restauration (Bouchet, 2010). Il a choisi treize épisodes jugés significatifs, parmi lesquels les insultes – à la fois antisémites et sexistes – proférées à l'encontre de la ministre Simone Veil en 1974 (chapitre 12).

En effet, certaines de ces violences à l'égard des politiques ou entre eux sont d'ordre raciste, antisémite, sexiste, homophobe, transphobe, etc. En introduisant une ou plusieurs dimension-s idéologique-s essentialisante-s le dénigrement se transforme en haine ; et puisque les haines le plus souvent se conjuguent, l'historienne Christine Bard parle d'intersectionnalité des haines (Bard, Blais et Dupuis-Déri, 2019). De fait, s'il existe – depuis 1945 notamment – une transgression progressive de la représentation légitime exclusive de l'homme politique « blanc, bourgeois, hétérosexuel » (Connell, 1995) qui aurait pour objectif – entre autres – de remédier à la crise de la représentation politique, plusieurs études mettent par exemple en évidence la production symbolique et effective de l'illégitimité politique des personnes juives et racisées (Doizy, 2017 ; Fassin, 2010 ; Matard-Bonucci, 2005) ; des femmes (Achin et Dorlin, 2008 ; Bard et Pavard [dir.], 2013 ; Coulomb-Gully, 2016, 2022) ; et/ou l'imbrication de la masculinité légitime en politique dans l'ordre hétéronormatif (Bouvard et Jérôme, 2019 ; Cartier, Coutant, Masclet, et Siblot, 2010 ; Lebras-Chopard, 2009). Par conséquent, cette transgression imaginée et/ou concrète continue de produire un « rappel à l'ordre », c'est-à-dire la réactivation en politique de stéréotypes raciaux, antisémites, genrés, homophobes et autres – voire une accentuation des attaques racistes, antisémites, sexistes, classistes, etc. (Matonti, 2017). Le croisement des multiples rapports de domination dont sont victimes les candidat·e·s et les élu·e·s ou l'intersectionnalité – du fait de l'arrivée, même limitée (Faury, 2024), et/ou de la visibilité plus récentes d'hommes ou de femmes racisé·e·s, homosexuel·le·s, transgenres, etc. dans les organes de décision politique – est encore peu abordé dans l'historiographie et cette journée d'étude veut commencer à y remédier.

Pour l'heure, les travaux axés sur les violences à l'encontre des / entre politiques se focalisent essentiellement sur les attaques verbales (les discours) et/ou physiques (qu'elles soient personnelles et/ou matérielles), au détriment des images de haine qui constituent pourtant une autre expression de la violence, ici symbolique contre les candidat·e·s et les élu·e·s. Alors que l'image envahit l'espace médiatique – leur viralité est démultipliée par les réseaux sociaux à partir des années 2000 – l'image de haine est plus rarement analysée (Delporte, 2006 ; Denis,

Secail et Veyrat-Masson, 2014), les images politiques les plus étudiées étant les caricatures (Bihl [et al.], 2020 [2015] ; Tillier, 1997, 2005 et 2016).

L'objectif central de cette journée d'étude, qui se veut interdisciplinaire, est donc de repérer les images de haine à l'égard des hommes et des femmes politiques au sein desquelles les dimensions idéologiques essentialistes se conjuguent (caricatures, affiches, images numériques fixes et/ou animées, mannequins, etc.) et de comprendre leur rôle dans le rejet grandissant de la démocratie représentative et/ou la radicalisation des engagements politiques. Ainsi, par images de haine, on entend toutes les représentations iconographiques mais aussi tous les supports matériels qui les agressent non seulement pour la / leur politique – parfois menée contre les discriminations – mais surtout du fait de leur genre, de leur race, de leur sexualité, de leur classe, de leur âge, etc. Selon les contextes, comment les milieux conservateurs et/ou modérés recourent-ils à des dimensions idéologiques essentialistes afin de s'opposer individuellement et/ou collectivement à leurs adversaires ou à l'ensemble des politiques ? Ces images sont-elles l'un des symptômes d'une démocratie « qui ne va pas bien » ou « malade » et/ou renforcent-elles à leur tour la défiance à l'égard des institutions ? Participent-elles à l'émergence d'une nouvelle forme de politisation informelle ? De quelle manière les mouvements antiféministes, masculinistes, racistes, homophobes, transphobes, etc. sont-ils amenés à se « servir » des candidat·e·s et des élu·e·s qui transgressent la représentation légitime de l'homme politique afin de nourrir leurs revendications et leurs actions, voire de les visibiliser ?

Cette journée ambitionne de saisir les ruptures ou continuités depuis la transgression progressive de la représentation légitime de l'homme politique, à partir de la Libération, jusqu'aux formes les plus actuelles de méfiance, voire de détestation, des politiques dans la rue et/ou sur le Web. Il s'agira également de faire jouer le jeu des échelles entre candidat·e·s et élu·e·s locales/locaux, nationales/nationaux, européen·ne·s et/ou entre espaces de contestation. La France reste l'angle d'approche central, mais permet d'envisager une perspective comparée et transnationale.

Les propositions pourront s'articuler à l'un ou plusieurs des axes suivants :

## **Axe 1 – Matérialité et pratiques**

D’abord, on cherchera à identifier des images de haine à l’égard des candidat·e·s et des élu·e·s, qu’il s’agisse des plus anciennes – les caricatures – et/ou des plus actuelles, telles que les mèmes et les gifs, émanant des extrêmes et/ou des milieux considérés comme modérés. Les communications pourront également porter sur des objets (ou des images de ceux-ci), puisqu’ils « peuvent être interrogés à la fois comme des formes de langage, capables de communiquer un message politique plus ou moins explicite, et comme des dispositifs pratiques intégrant des programmes d’action » (Sorba, 2022). L’historienne Carlotta Sorba souligne leur diversité (objets de formes et de substances variées, souvent d’usage quotidien ; éléments naturels collectés et politisés ; vestiges corporels transformés en reliques), ainsi que des moments d’accentuation épisodique – lors des périodes de protestation et de révolution notamment. Par conséquent, comment les supports varient-ils et/ou se transforment-ils selon les émetteurs / émettrices, les cibles, les contextes et/ou les territoires ? De quelle façon la construction argumentative et idéologique se retrouve-t-elle ou se diversifie-t-elle en fonction des supports sélectionnés pour l’analyse ? Quels rapports spécifiques à l’espace public permettent la production ou la monstration d’objets en un lieu et un temps singuliers ?

Ensuite, il conviendrait d’inclure les pratiques de détournement et/ou d’iconoclasme – qui relèvent parfois de la « politique informelle ». Par exemple, certaines pratiques sont directement ou indirectement inspirées du mouvement situationniste (Marcolini, 2012 ; Trespeuch-Berthelot, 2015) – notamment du « Mode d’emploi du détournement » écrit par Guy-Ernest Debord et Gil J. Wolman (Debord et Wolman, 1956). Ils y présentent et détaillent les usages possibles du détournement, dont celui des images, à des fins politiques. Les pratiques d’iconoclasme – entendues comme « l’atteinte violente à des images ou des signes visuels » – tendent quant à elles à se laïciser et entretiennent des liens étroits avec le politique à partir de la Révolution française (Fureix, 2017). En France, ces pratiques ont davantage été étudiées pour le XIX<sup>e</sup> siècle, période de grande instabilité politique, et/ou pendant les révolutions (statues déboulonnées, portraits lacérés, etc.). Elles visent un souverain détesté, un ordre social contesté, etc. ; le geste iconoclaste permet alors d’exprimer une dissidence politique (Fureix [dir.], 2014). De quelle manière les pratiques de détournement et/ou d’iconoclasme (de nature sexiste, raciste, etc.) sont-elles utilisées afin de contester la démocratie représentative et/ou la présence de candidat·e·s et d’élu·e·s qui transgressent la représentation « légitime » de l’homme politique ? Quelles formes ces gestes prennent-ils de 1945 à nos jours ? S’agit-il d’actes isolés et/ou de pratiques unifiées et organisées ? On pense, par exemple, à la représentation de Jean-Marie Le

Pen dans *Laberration* titrée « Rumeurs sur les mœurs du leader du Front national : Jean-Marie le ped ? » (1985) ; au photomontage de la candidate FN Anne-Sophie Leclère mettant côte à côte une photo de la garde des Sceaux Christiane Taubira et celle d'un singe (2013) ; aux portraits de Simone Veil tagués de symboles antisémites ou sexistes (par exemple sur des boîtes aux lettres du XIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris en 2019) ...

## **Axe 2 – Émetteurs / émettrices, cibles et grammaire**

Les communications contribueront aussi à distinguer les émetteurs / émettrices des images selon les périodes et les espaces de contestation ou de rejet. Ils et elles peuvent être proches de différentes positions politiques (de droite ou de gauche, d'extrême droite ou d'extrême gauche, etc.), ce qui invite à penser la porosité des frontières entre les partis ou les mouvances situés de part et d'autre de l'échiquier politique et la circulation des idéologies. En effet, si les revendications ou discours conservateurs (sur fond de sexisme, de racisme, d'antisémitisme, d'homophobie, de transphobie, etc.) et leur banalisation sont bien étudiés (Della Sudda, 2022 ; Fauray, 2024 ; Gautier, 2017), les rapports sociaux de genre, de race, de classe, de sexualité, etc. traversent l'ensemble de la société – dont la totalité du champ politique (Dreyfus, 2020 [2009] ; Fillieule et Roux [dir.], 2009).

Il serait également intéressant d'analyser les cibles de ces images de haine, leurs évolutions ainsi que leurs différences : quelles sont les cibles privilégiées en fonction des émetteurs / émettrices, des périodes et/ou des territoires étudiés ? Par exemple, la présidentialisation sous la V<sup>e</sup> République cristallise-t-elle progressivement le rejet sur le seul président ou les politiques les plus agressés sont-ils/elles des élus locaux/locaux, plus proches, et mieux connus ? Existe-t-il une hiérarchie des haines à l'égard des candidats et des élus ? En effet, les politiques les plus attaqués sont-ils/elles les femmes, les personnes racisées, homosexuelles, transgenres, etc. ? Et/ou sont-ils/elles davantage les individus sujets aux discriminations multiples ? Cette hiérarchie des haines varie-t-elle selon les époques et les contextes ?

Enfin, il s'agira d'étudier la construction argumentative et idéologique de ces images, c'est-à-dire leur grammaire. Il conviendrait de comprendre comment l'on passe de la satire humoristique – nécessaire à la démocratie – à la propagande dénigrante puis haineuse contre les politiques. En effet, comme le démontrent les travaux sur les discours de haine (Guellouz, Hugonnier, Lorenzi Bailly et Moïse, 2021 ; Lorenzi Bailly et Moïse, 2021), la frontière entre un contre-pouvoir visuel légitime et la stigmatisation ou la disqualification, voire la haine, est

parfois floue. Néanmoins, l'introduction d'une ou de dimensions idéologiques essentialisantes contribue à transformer le dénigrement en haine. On pense par exemple à la féminisation d'un adversaire politique dans le but de le décrédibiliser ; aux représentations sexistes accompagnant la féminisation du personnel politique depuis 1945 ; aux stéréotypes raciaux auxquels sont régulièrement rappelés les candidats et les élus racisés ; etc. (EIRIS, 2001). Parfois ces procédés se conjuguent. Ainsi, comment ces procédés essentialisants et haineux sont-ils mobilisés et croisés en fonction des époques, des émetteurs / émettrices et/ou des espaces afin de s'opposer individuellement et/ou collectivement aux politiques ? Ces procédés restent-ils les mêmes depuis 1945 ou sont-ils amenés à évoluer au fil des décennies et des contextes ?

### **Axe 3 – Diffusions**

Les travaux sur les cultures politiques ont montré le rôle fondamental des productions iconographiques et symboliques dans leur construction (Berstein, 1999). Par conséquent, les images de haine sélectionnées dans le cadre des communications sont-elles destinées à demeurer dans un entre-soi pour constituer un signe de reconnaissance identitaire, comme on les repère dans certains milieux extrémistes ou complotistes – notamment antiféministes, masculinistes, racistes, homophobes, etc. ? Ou invitent-elles à penser la porosité des frontières entre les partis politiques/les mouvances et la circulation des idéologies dans et/ou hors du champ politique ? En effet, ces images ont-elles pour ambition de toucher/touchent-elles un plus large public ? Quels sont les modes de diffusion choisis ? Les diffusions varient-elles en fonction des images / des supports étudiés ? On peut faire l'hypothèse qu'un individu s'affranchit plus facilement des contraintes légales ou de normes morales dès lors qu'il pense faire circuler une image dans un cercle privé. On s'interrogera également sur les éventuelles influences étrangères (États-Unis, Russie, etc.) et donc sur les phénomènes de transfert ou d'hybridation issus ou touchant la France.

De plus, si les violences sexistes, racistes, homophobes, etc. ont toujours existé, elles trouvent, depuis quelques années, un terrain propice à leur expression et développement par le biais des médias sociaux. Par exemple, plusieurs travaux ont mis en évidence – parfois sous couvert d'anonymat – le rôle de l'Internet dans la montée des revendications et discours conservateurs et la banalisation de la violence verbale la plus extrême : sexiste, raciste, homophobe, etc. – parfois en direction des politiques (Albertini et Doucet, 2016 ; Gimenez et Voirol, 2017 ; Longhi et Vernet [coord.], 2023). Avec le développement continu des réseaux sociaux et des

outils numériques permettant de manipuler les images hors de tout contrôle, assiste-t-on – à l’instar des discours – à une banalisation de la violence visuelle la plus extrême ? De quelle manière les émetteurs / émettrices et/ou les relayeur·e·s s’accommodent-ils/elles (régulation) ou transgressent-ils/elles la censure de leur temps ? Il conviendrait donc de s’interroger sur le rôle spécifique des modérateurs des comptes de réseaux sociaux numériques des partis, des institutions publiques, etc. et sur l’évolution de la liberté d’expression et de la censure (Martin, 2022).

#### **Axe 4 – Réceptions**

Ce dernier axe s’intéresse aux réceptions de ces images dans le champ politique, ou plus largement dans la société civile. Il s’agira, par conséquent, de mesurer leurs impacts présumés au gré des époques et des contextes : par exemple, peut-on déterminer si l’usage de dimensions idéologiques essentialisantes participe à la dépolitisation ou à la socialisation politique (radicale notamment) des individu·e·s ? Ces images favorisent-elles une visibilité accrue des mouvements antiféministes, masculinistes, racistes, homophobes, etc. ? Et/ou sont-elles l’une des causes et/ou des conséquences du rejet grandissant de la démocratie représentative ? Quels sont les rapports des Français·e·s à ces violences intersectionnelles ? Comment les hommes et les femmes politiques répondent-ils / elles publiquement aux images de haine les concernant ? De quelle façon ces réponses sont-elles relatées par la suite dans les médias traditionnels et/ou sociaux ? Ces violences ont-elles une influence sur l’engagement des femmes, des personnes racisées, homosexuelles, transgenres, etc. en politique ?

Pour finir, le mouvement des gilets jaunes – qui s’oriente « vers une critique des institutions de la démocratie représentative, et donc du gouvernement qui en est l’émanation » – a pris à défaut nombre de conceptions de la science politique et de la sociologie du militantisme (Bendali, Challier, Della Sudda et Fillieule, 2019). En effet, contrairement au paradigme dominant de l’action collective, les militant·e·s de ce mouvement – fédéré·e·s par le rejet et la dénonciation des élites économiques, sociales et politiques – ne disposent d’aucune ressource organisationnelle et sont dans leur immense majorité des profanes ou des novices en politique. Le mouvement représente ainsi un lieu d’apprentissage et de politisation pour une grande partie de ses participant·e·s. Par conséquent, en suivant ces mêmes logiques, les images de rejet des politiques amalgamées dans un « Tous pourris ! » – notamment celles mobilisant des dimensions idéologiques essentialisantes – participent-elles aussi *in fine* au développement d’une nouvelle forme de politisation informelle, dont « les formes, les pratiques, les activités,

les expressions qui, faute de bénéficier d'une reconnaissance et d'une légitimité de la part des prescripteurs et des agents les plus influents du champ, sont "rejetées" en dehors de ce champ » (Le Gall, Offerlé et Ploux, 2012) ?

Les propositions d'une longueur de 2000 signes maximum (espaces compris) sont attendues jusqu'au 15 décembre 2024 à l'adresse [zeller.justine@hotmail.fr](mailto:zeller.justine@hotmail.fr). Elles doivent contenir une notice bio-bibliographique et indiquer explicitement de quel·s axe·s elles relèvent plus particulièrement, le corpus mobilisé et la période concernée.

Les propositions seront évaluées par le comité d'organisation et scientifique qui fera un retour mi-janvier.

### **Comité d'organisation et scientifique**

Walter Badier, maître de conférences en histoire contemporaine, ÉRCAÉ, INSPE Centre-Val de Loire, Université d'Orléans.

Maxime Boidy, maître de conférences en études visuelles, LISAA, Université Gustave Eiffel.

Judith Bonnin, maîtresse de conférences en histoire contemporaine, CEMMC, Université Bordeaux Montaigne.

Alexandre Borrell, maître de conférences en sciences de l'information et de la communication, CEDITEC, Université Paris – Est Créteil.

Noëlline Castagnez, professeure en histoire contemporaine, POLEN, Université d'Orléans.

Jérémy Guedj, maître de conférences en histoire contemporaine, CMMC, Université Côte d'Azur.

Claire Hugonnier, maîtresse de conférences en sciences du langage, LIDILEM, Université Grenoble Alpes.

Pierre Lefébure, maître de conférences en science politique, CERLIS, Université Sorbonne-Paris Nord.

Martin Lefranc, doctorant en histoire contemporaine, POLEN, Université d'Orléans.

Laurent Martin, professeur en histoire contemporaine, ICEE, Université de Paris 3 Sorbonne-Nouvelle.

Anne-Laure Ollivier, docteure en histoire contemporaine, chercheuse associée au laboratoire POLEN, Université d'Orléans.

Samuel Vernet, maître de conférences en sciences du langage, LPL, Aix-Marseille Université.

Alexis Vrignon, maître de conférences en histoire contemporaine, POLEN, Université d'Orléans.

Justine Zeller, post-doctorante en histoire contemporaine, POLEN, Université d'Orléans.

### **Bibliographie indicative**

Achin Catherine, Dorlin Elsa, « Nicolas Sarkozy ou la masculinité mascarade du Président », *Raisons politiques*, 2008/3, n° 31, pp. 19-45. En ligne : <https://shs.cairn.info/revue-raisons-politiques-2008-3-page-19?lang=fr>.

Albertini Dominique, Doucet David, *La fachosphère. Comment l'extrême droite remporte la bataille d'Internet ?*, Paris, Éditions Flammarion, 2016.

Bard Christine, Blais Mélissa, Dupuis-Déri Francis, *Antiféminismes et masculinismes d'hier et d'aujourd'hui*, Paris, PUF, 2019.

Bard Christine, Pavard Bibia [dir.], « Femmes outsiders en politique », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, 2013/1, n°19. En ligne : <https://shs.cairn.info/revue-parlements1-2013-1?lang=fr>.

Bendali Zakaria, Challier Raphaël, Della Sudda Magali, Fillieule Olivier, « Le mouvement des Gilets jaunes : un apprentissage en pratique(s) de la politique ? », *Politix*, 2019/4, n° 128, pp. 143-177. En ligne : <https://www.cairn.info/revue-politix-2019-4-page-143.htm>.

Berstein Serge, *Les Cultures politiques en France*, Paris, Éditions du Seuil, 1999.

Bihl Laurent [et al.], *La caricature... et si c'était sérieux ? : décryptage de la violence satirique*, Paris, Nouveau monde éditions, 2<sup>e</sup> édition, 2020.

Blondiaux Loïc, *Le nouvel esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative*, Paris, éditions du Seuil, coll. « La république des idées », 2008.

Bouchet Thomas, *Noms d'oiseaux. L'insulte en politique de la Restauration à nos jours*, Paris, Stock, 2010.

Bouvard Hugo, Jérôme Vanessa, « Esquisse d'analyse des trajectoires politiques et conjugales de militant(e)s LGBT écologistes », *Parlement[s], Revue d'histoire politique*, 2019/2, HS 14, pp. 119-140. En ligne : <https://shs.cairn.info/revue-parlements-2019-2-page-119?lang=fr>.

Bugnon Fanny, Lacroix Isabelle [dir.], *Territoires de la violence politique en France de la fin de la guerre d'Algérie à nos jours*, Paris, Riveneuve, coll. « Violences et radicalités militantes », 2017.

Connell Raewyn, *Masculinités. Enjeux sociaux de l'hégémonie*, Paris, Éditions Amsterdam, 2014 (1995).

Coulomb-Gully Marlène, *Femmes en politique, en finir avec les seconds rôles : de l'exclusion à la difficile conquête du pouvoir*, Paris, Belin, coll. « Égale à égal », 2016.

Coulomb-Gully Marlène, *Sexisme sur la voix publique*, La Tour d'Aigues, éditions de L'Aube, 2022.

Crettiez Xavier, Duclos Nathalie, *Violences politiques. Théories, formes, dynamiques*, Paris, Armand Colin, « Collection U », 2021. En ligne : <https://www.cairn.info/violences-politiques-9782200616878.htm>.

Debord Guy-Ernest, Wolman Gil J., « Mode d'emploi du détournement », *Les Lèvres nues*, n°8, mai 1956.

Della Sudda Magali, *Les nouvelles femmes de droite*, Marseille, Hors d'atteinte, 2022.

Doizy Guillaume, « À l'origine de la caricature antisémite en France : le dessinateur Adolphe Willette (1857-1926) », *Archives Juives*, 2017/1, Vol. 50, pp. 103-124. En ligne : <https://shs.cairn.info/revue-archives-juives1-2017-1-page-103?lang=fr>.

Dreyfus Michel, *L'antisémitisme à gauche : Histoire d'un paradoxe, de 1830 à nos jours*, Paris, La Découverte, 3<sup>e</sup> édition, 2020.

EIRIS, « Les procédés de déconstruction de l'adversaire », *Ridiculosa*, n°8, 2001.

Fassin Éric, « Les couleurs de la représentation : introduction au dossier “Représentants et représentés : élus de la diversité et minorités visibles ” », *Revue française de science politique*, 2010/4, Vol. 60, pp. 655-662. En ligne : <https://shs.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2010-4-page-655?lang=fr>.

Fauray Félicien, *Des électeurs ordinaires. Enquête sur la normalisation de l'extrême droite*, Paris, Éditions du Seuil, 2024.

Fillieule Olivier, Roux Patricia [dir.], *Le sexe du militantisme*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2009.

Fureix Emmanuel [dir.], *Iconoclasme et révolutions : De 1789 à nos jours*, Ceyzérieu, Éditions Champ Vallon, 2014.

Fureix Emmanuel, « L’iconoclasme, un objet d’histoire politique ? Souveraineté et recharge révolutionnaire, 1830-1831 », *Raison publique*, 2017/1, n°21, pp. 97-111. En ligne : <https://shs.cairn.info/revue-raison-publique-2017-1-page-97?lang=fr>.

Gautier Jean-Paul, *Les Extrêmes Droites en France : de la traversée du désert à l’ascension du Front national (de 1945 à nos jours)*, Paris, Syllepse, 2017.

Gimenez Elsa, Voirol Olivier, « Les agitateurs de la toile. L’Internet des droites extrêmes. Présentation du numéro », *Réseaux*, 2017/2-3, n° 202-203, pp. 9-37. En ligne : <https://www.cairn.info/revue-reseaux-2017-2-page-9.htm>.

Gougou Florent, Tiberj Vincent [dir.], *La déconnexion électorale : un état des lieux de la démocratie française*, Paris, Fondation Jean Jaurès-FEPS, 2017. En ligne : <https://sciencespo.hal.science/hal-01515793>.

Grossman Emiliano, Sauger Nicolas, *Pourquoi détestons-nous autant nos politiques ?*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Nouveaux Débats », 2017.

Guellouz Mariem, Hugonnier Claire, Lorenzi Bailly Nolwenn, Moïze Claudine, « Circonscrire le discours de haine numérique. Processus argumentatifs, idéologies et mémoires discursives », *Travaux neuchâtelois de linguistique*, n°75, 2021, pp. 41 – 60.

Lardeux Laurent, Tiberj Vincent, « Le vote et l’abstention des jeunes au prisme de leurs valeurs et de leur situation sociale », *INJEP analyses & synthèses*, n°62, novembre 2022. En ligne : [https://injep.fr/wp-content/uploads/2022/12/IAS62\\_vote-jeunes.pdf](https://injep.fr/wp-content/uploads/2022/12/IAS62_vote-jeunes.pdf).

Lebras-Chopard Armelle, *Première dame, second rôle*, Paris, Seuil, coll. « Médiathèque », 2009.

Lefébure Pierre, « De la castagne en campagne : la communication électorale négative, fait politique et objet d’étude », *Questions de communication*, 2020/2, n° 38, pp. 9-32. En ligne : <https://www.cairn.info/revue-questions-de-communication-2020-2-page-9.htm>.

Le Gall Laurent, Offerlé Michel, Ploux François [dir.], *La politique sans en avoir l’air. Aspects de la politique informelle XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle*, Rennes, PUR, 2012.

Longhi Julien, Samuel Vernet [coord.], Dossier « La haine en ligne », *Réseaux*, 2023/5, n° 241.  
En ligne : <https://shs.cairn.info/revue-reseaux-2023-5?lang=fr>.

Lorenzi Bailly Nolwenn, Moïse Claudine [dir.], *La haine en discours*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2021.

Marcolini Patrick, *Le mouvement situationniste : une histoire intellectuelle*, Paris, Éditions L'échappée, 2012.

Martin Laurent, *Histoire de la censure en France*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. « Que sais-je ? », 2022. En ligne : <https://www.cairn.info/histoire-de-la-censure-en-france--9782715408456.htm>.

Matard-Bonucci Marie-Anne, *Antisémythes : L'image et la représentation des juifs*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 2005.

Matonti Frédérique, *Le genre présidentiel. Enquête sur l'ordre des sexes en politique*, Paris, Éditions La Découverte, 2017.

Sorba Carlotta, « Faire de l'histoire du politique avec les objets », *Revue d'histoire culturelle*, 2022/4. En ligne : <http://revues.mshparisnord.fr/rhc/index.php?id=1253>.

Tillier Bertrand, *À la charge ! La caricature en France de 1789 à 2000*, Paris, L'Amateur, 2005.

Tillier Bertrand, *Caricaturesque. La caricature en France, toute une histoire... de 1789 à nos jours*, Paris, Éditions de La Martinière, 2016.

Tillier Bertrand, *La République : La caricature politique en France 1870-1914*, Paris, CNRS Éditions, 1997.

Trespeuch-Berthelot Anna, *L'Internationale situationniste : De l'histoire au mythe (1948-2013)*, Paris, Presses Universitaires de France, 2015.